



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 14 février 2024 – N° 99

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Cancer du sein – Match en rose des 3L.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner le 75^e anniversaire de la grève de l’amiante à Asbestos.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *La Saint-Valentin dans Masson.*
- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Mois de l’Histoire des Noirs.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Merci à une pionnière de la médecine régionale.*
- La députée de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale des femmes et des filles de science.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Bravo au programme Initiation sport-réussite éducative de l’école Henri-Bachand à Saint-Liboire.*
- Le député de Camille-Laurin sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire de Solidarité Mercier Est.*
- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean-Claude Chagnon.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Les services en itinérance s’organisent mais le défi de l’itinérance reste une priorité à Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *275^e anniversaire de Saint-Charles-de-Bellechasse.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *20^e édition des Journées de la persévérance scolaire.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **14 septembre 2023**
- 2) Projet de loi n° 37
Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 26 octobre 2023
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **13 février 2024**
- 3) Projet de loi n° 44*
Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le **7 février 2024**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 4) **Projet de loi n° 45**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports
Présenté par la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air le **6 février 2024**
- 5) **Projet de loi n° 48**
Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le 8 décembre 2023
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **13 février 2024**
- 6) **Projet de loi n° 49**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le **8 février 2024**
- 7) **Projet de loi n° 50***
Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **31 janvier 2024**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 8) **Projet de loi n° 51**
Loi modernisant l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le **1^{er} février 2024**
- 9) **Projet de loi n° 52**
Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le **8 février 2024**

Étude détaillée en commission

- 10)** Projet de loi n° 30
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 7 juin 2023
Principe adopté le **12 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11)** Projet de loi n° 41
Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 22 novembre 2023
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 6 février 2024
Principe adopté le **8 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 12)** Projet de loi n° 42
Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le 23 novembre 2023
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 6 février 2024
Principe adopté le **7 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13)** Projet de loi n° 46
Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs
Présenté par la ministre de la Famille le 7 décembre 2023
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 7 février 2024
Principe adopté le **8 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 14)** Projet de loi n° 47
Loi visant à renforcer la protection des élèves
Présenté par le ministre de l'Éducation le 6 décembre 2023
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le 1^{er} février 2024
Principe adopté le **6 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 15)** Projet de loi n° 31
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le 9 juin 2023
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le 21 septembre 2023
Principe adopté le 26 septembre 2023
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le
13 février 2024

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 16)** Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 17)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les
batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de
18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 18)** Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant
la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 19) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 20) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 21) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 23) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 février 2023**
- 24) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le 23 février 2023
- 25) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 26) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**

- 27) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 29) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 30) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 31) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 34) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**

- 35) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 36) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 37) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 38) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 39) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 40) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 41) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de l'érable
Présenté par le député de Beauce-Sud le **7 décembre 2023**
- 42) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**

- 44) **Projet de loi n° 596**
 Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
 Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 45) **Projet de loi n° 597**
 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
 Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 46) **Projet de loi n° 690**
 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
 Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
 Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 47) **Projet de loi n° 691**
 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
 Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**

Étude détaillée en commission

- 48) **Projet de loi n° 194**
 Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
 Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
 Principe adopté le **9 juin 2023**, et
 Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 49) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 50) Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 51) 13 février 2024
Motion du leader de l'opposition officielle

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de favoriser la sécurité routière au Québec en mettant en place des sanctions administratives dès l'atteinte d'un taux d'alcoolémie de 0,05 %.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Longueuil

Adopté le **13 février 2024**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mandats conférés par une loi

- Étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 47**, Loi visant à renforcer la protection des élèves (mandat confié le 6 février 2024).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 42**, Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail (mandat confié le 7 février 2024).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier (mandat confié le 12 septembre 2023).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs (mandat confié le 8 février 2024).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- De la députée de Sherbrooke à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : *Le manque de préparation du gouvernement caquiste pour faire face au vieillissement de la population et assurer à chaque Québécoise et Québécois la possibilité de vieillir dans la dignité* (avis donné le 8 février 2024).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats d'initiative

- Les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption de consentement au don d'organes et de tissus.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 41**, Loi édictant la Loi sur la performance environnementale des bâtiments et modifiant diverses dispositions en matière de transition énergétique (mandat confié le 8 février 2024).

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

- 75) Mme Nichols (Vaudreuil) – **29 novembre 2023**
Au ministre de la Santé

Le 25 octobre dernier, nous avons fait parvenir une correspondance au ministre de la Santé afin d'officiallement demander à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) de se pencher sur la maladie Lipoedème.

Le lipoedème, cette maladie qui touche que des femmes, consiste en une augmentation anormale de gras dans les jambes, accompagnée de douleurs chroniques intenses. Elle est reconnue à titre de maladie chronique depuis 2018 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Depuis maintenant 5 ans, les femmes atteintes de lipoedème attendent impatiemment que le Québec emboite le pas à l'OMS. Leur quotidien est douloureux, ce qui a des conséquences sur leur santé mentale, allant de la détresse psychologique aux troubles alimentaires.

Le fait que le lipoedème ne soit pas reconnu en tant que maladie au Québec, implique que les femmes ne peuvent obtenir chez nous le soutien médical dont elles ont besoin. Nous faisons ici référence aux mesures d'atténuation, telles que l'achat de bas et les traitements de drainages lymphatiques, mais aussi considérer rendre accessibles les traitements comme la chirurgie. Actuellement, leurs options sont fort limitées et extrêmement coûteuses. Les témoignages à cet effet démontrent que les traitements à l'étranger entraînent des dépenses de dizaines de milliers de dollars pour les femmes atteintes de cette maladie.

Le Québec ne part pas de zéro dans ce dossier, il peut se pencher sur ce qui a déjà été fait, par exemple en Allemagne, qui traite cette maladie depuis une quinzaine d'années. Nous pouvons même compter sur l'expertise d'une référence en la matière au Québec, c'est-à-dire le Dr Michel Alain Danino, chef du service de chirurgie plastique au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

Il revient au ministère de la Santé et des Services sociaux de décider de couvrir les traitements d'une maladie. Or, le ministère se base sur des recommandations de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS). Dans ce cas précis, l'INESSS n'a pas de recommandations à fournir au ministère puisqu'il est en attente d'un mandat de celui-ci afin d'entreprendre l'analyse et l'évaluation requise pour pouvoir se positionner.

De trop nombreuses femmes vivent quotidiennement avec les effets du lipœdème et il est temps d'y remédier.

Au nom de toutes les femmes souffrantes, et démunies devant les nombreux obstacles financiers et humains qui se présentent devant elles, est-ce que le ministre de la Santé pourrait mandater officiellement l'INESSS de se pencher rapidement sur cette maladie et les traitements s'y afférant?

85) M. Morin (Acadie) – **8 décembre 2023**

Au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

J'ai récemment rencontré des représentants syndicaux dont leurs membres travaillent en région nordique, certains dans des communautés autochtones.

Malheureusement, ils vivent avec un problème de rétention de personnel dans les domaines de la santé et de l'éducation, causé notamment par l'accès à des services de santé limités ou insuffisants en régions éloignées. Ces départs entraînent des répercussions négatives sur la réussite éducative des élèves dans les communautés autochtones et inuites et aggravent la problématique d'accès à des soins de santé pour les communautés.

Toujours en matière de santé, plusieurs doivent vivre avec des difficultés d'accès à des médicaments pour se soigner. Ils doivent donc quitter leur communauté et aller dans les grands centres pour se les procurer tout en étant malades.

De plus, les représentants m'ont fait part d'un grave problème d'approvisionnement d'eau potable dans des communautés inuites et criées. La crise est tellement importante que certains utilisent de la neige ou de l'eau de rivière non potable et tombent malades.

Quelles actions le ministre veut-il poser pour améliorer l'accès à des services de santé, à l'eau potable et à l'éducation dans les régions nordiques et dans les communautés des Premières Nations et des Inuit?

- 86) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **8 décembre 2023**
Au ministre délégué à l'Économie

Lors de l'interpellation du député de Jacques-Cartier au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Les défis énergétiques : un enjeu pour notre société et notre économie, le ministre délégué à l'Économie a mentionné qu'afin de construire rapidement de nouvelles sources de production d'énergie, «il va falloir qu'on résiste à ces forces de l'inaction ».

Est-ce que le ministre délégué à l'Économie peut expliquer quelles sont les forces de l'inaction qui sont présentes au Québec pour la construction de nouvelles sources énergétiques et que compte-t-il faire pour y résister?

- 88) M. Bouazzi (Maurice-Richard) – **30 janvier 2024**
Au ministre des Finances

L'indice du revenu viable, développé par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), nous permet de définir plus précisément et exhaustivement le revenu nécessaire pour répondre aux besoins de base (nourriture, vêtements, logement, transport et autres éléments de première nécessité), permettant ainsi aux ménages québécois de vivre dignement et sans pauvreté. En 2023, ce revenu se situait entre 27 047\$ et 37 822\$ pour une personne seule, selon sa région de résidence.

Un rapport alarmant de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) et de l'Observatoire québécois des inégalités publié en novembre 2022 dévoilait que 49,2%, soit près de la moitié des personnes âgées âgées de 60 ans et plus, vivent sous le seuil de revenu viable. En 2023, l'étude de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), *Vieillir au Québec, constats et solutions pour un meilleur système de retraite*, révélait que 409 860 personnes âgées de 65 ans et plus vivent avec un revenu inférieur au « revenu viable ».

Les mesures fiscales comme le *Crédit d'impôt pour soutien aux aînés*, le *Crédit d'impôt pour la solidarité* et le *Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés*, servent effectivement à assurer une certaine redistribution des revenus pour soutenir les personnes âgées vivant en situation de précarité. Cependant, elles ne permettent pas d'atteindre un niveau de vie décent, et ce, malgré la bonification en 2022 du *Crédit d'impôt pour soutien aux aînés*.

Mes questions :

- Est-ce que le ministre prend en compte l'indice du revenu viable dans ses politiques fiscales?
- Considérant que près de la moitié des personnes âgées vivent sous le seuil du revenu viable, le ministre compte-t-il élargir le crédit d'impôt non remboursable aux personnes âgées de moins de 70 ans?
- Quelles mesures additionnelles le ministre compte-t-il mettre en œuvre pour assurer que chaque personne âgée au Québec puisse vivre dignement et hors de la pauvreté?

89) M. Morin (Acadie) – **30 janvier 2024**

À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

L'enjeu des délais d'admission au Québec pour les personnes immigrantes est important. En effet, selon les dossiers en inventaire auprès du gouvernement fédéral et selon les cibles d'immigration déterminées par le gouvernement du Québec, il peut s'écouler plusieurs années entre l'acceptation d'un dossier par Québec et l'arrivée des personnes sur notre territoire.

La ministre pourrait-elle nous informer à nouveau sur le nombre de dossiers du Québec qui sont en attente auprès du ministère fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, en offrant une ventilation par catégorie et par programme d'immigration afin de nous permettre de suivre l'évolution de ceux-ci?

90) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **1^{er} février 2024**

Au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Lors du lancement du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027, le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit a dévoilé formellement son intention et celle du gouvernement du Québec d'agir sur les langues autochtones. Lors de la Journée nationale des peuples autochtones (le 21 juin 2022), le ministre a par la suite annoncé son intérêt de légiférer sur les langues autochtones au Québec. De ce fait, son Secrétariat a mis sur pied un comité interministériel (comprenant au moins sept différentes équipes ministérielles) ayant pour objectif de développer une stratégie et un projet de loi sur les langues autochtones. Cet intérêt a été confirmé en pleine campagne électorale (le 30 septembre 2022), alors que le premier ministre a annoncé que s'il était réélu son gouvernement déposerait un projet de loi sur les langues autochtones.

Il est à noter que le Secrétariat du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit et le comité interministériel ont établi et mis en œuvre une stratégie sans avoir préalablement consulté la gouvernance des Premières Nations et leurs organisations affiliées.

Ce fait est clairement dénoncé par le chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, M. Ghislain Picard, dans une lettre ouverte au premier ministre signée le 16 août 2022. M. Picard exige que le gouvernement du Québec cesse toute activité visant à légiférer sur les langues des Premières Nations au Québec et demande que le gouvernement respecte « la compétence des Premières Nations et qu'il n'y fasse pas obstacle » (M. Picard au premier ministre, le 16 août 2022). La gouvernance des Premières Nations a fait part à de nombreuses reprises de ses préoccupations concernant les intentions du ministre, y compris une dénonciation des chefs des Premières Nations le 23 novembre 2022, une autre lettre du chef Picard au premier ministre le 8 mars 2023 et plusieurs communiqués et lettres publiés entre mars et juin 2023.

Malgré cela, le ministre a opté pour une série de représentations publiques (entre mars et juin 2023) destinées, dans un premier temps, à recueillir des informations sur son intention de légiférer sur les langues autochtones.

Les Premières Nations ont encore adressé leur mécontentement en indiquant l'approche paternaliste et colonialiste du gouvernement et l'absence d'une approche de co-développement avec la gouvernance des Premières Nations, ce qui contrevient à l'article 19 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : « Les États se concertent et coopèrent de bonne foi avec les peuples autochtones intéressés — par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives — avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives susceptibles de concerner les peuples autochtones, afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. »

Alors que le ministre semble avoir récemment offert une voie de dialogue aux élus et aux représentants des Premières Nations, il a néanmoins déposé un projet de loi relatif à la sécurisation culturelle des autochtones (le projet de loi n° 32) qui a été sévèrement critiqué tant par la gouvernance des Premières Nations que par les experts.

Les Premières Nations au Québec, tout comme les Québécois, sont fières de leurs langues et de leurs cultures, et sont donc mieux à même de solliciter et de concevoir les politiques nécessaires pour assurer la sauvegarde, le maintien, le renforcement et la revitalisation de leurs propres langues. Elles sont d'ailleurs détentrices des droits ancestraux à l'autonomie gouvernementale et à la langue et la culture qui sont reconnus et protégés par la Loi constitutionnelle de 1982, la Loi sur les langues autochtones de 2019 et le droit international.

Ma question au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit est la suivante :

Le ministre peut-il indiquer si son Secrétariat continue à travailler sur le développement d'un projet de loi concernant les langues autochtones? Le ministre mettra-t-il fin à sa stratégie découlant du comité interministériel établi en 2022 et s'engagera-t-il à ne pas légiférer ou à émettre des politiques sur les langues des Premières Nations sans le consentement libre, préalable et éclairé de la gouvernance des Premières Nations, oui ou non?

91) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 février 2024**

Au ministre des Finances

Depuis novembre 2011, l'inscription au dépôt direct est obligatoire pour obtenir un crédit d'impôt pour la solidarité. Et si au lendemain de l'imposition de cette obligation la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a rendu un avis public stipulant qu'il s'agissait d'une atteinte aux droits économiques et sociaux, le gouvernement libéral de M. Charest n'a pas daigné revenir sur cette pratique discriminatoire.

J'ai personnellement été interpellée sur cet enjeu par des citoyens vivant sous le seuil de la pauvreté. Et peu importe que la personne rencontre les critères d'admission pour recevoir le crédit impôt pour solidarité, Revenu Québec le lui refuse si l'option du dépôt direct n'est pas au rendez-vous. Pourtant, de nombreuses personnes sont analphabètes au Québec, et bien plus encore de personnes éprouvent de grandes difficultés à lire, n'ayant pas les habiletés pour remplir les formulaires d'adhésion au dépôt direct. Cela ne fait que précariser des groupes déjà fortement vulnérables économiquement.

Ainsi, j'ai voulu savoir combien de personnes sont affectées chaque année par cette obligation et en conséquence combien de fonds ne sont pas versés aux personnes qui devraient pourtant y avoir droit. Mon équipe a récemment déposé une demande d'accès à l'information auprès de Revenu Québec pour savoir quelle est l'ampleur de cette discrimination.

J'ai été stupéfaite d'apprendre que 55 561 ménages avaient droit au crédit de solidarité dans la dernière année, mais ne l'ont pas reçu. C'est plus de 20 M\$ de fonds retenus auxquels les gens vivant sous le seuil de la pauvreté ont droit, mais qui restent dans les coffres de l'État. Fait encore tout aussi préoccupant, Revenu Québec prévoit que le problème ne fera que s'aggraver en faisant plus que doubler en 2024 avec des prévisions de 106 091 ménages qui seront privés de cette aide pour la prochaine période d'impôt, et ce pour un montant de plus de 47 M\$ de crédit de solidarité non versé.

Dans un contexte de crise du coût de la vie et alors que le nouveau plan de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'une réforme de l'aide sociale sont attendus au printemps, est-ce que les personnes vivant des précarités économiques peuvent compter sur monsieur le ministre des Finances pour faire preuve de cohérence en se concertant avec sa collègue ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour mettre fin à l'obligation d'inscription au dépôt direct? Le ministre peut-il prendre l'engagement de verser ces sommes rétroactivement aux personnes qui y ont droit?

92) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 février 2024**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Depuis novembre 2011, l'inscription au dépôt direct est obligatoire pour obtenir un crédit d'impôt pour la solidarité. Et si au lendemain de l'imposition de cette obligation la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a rendu un avis public stipulant qu'il s'agissait d'une atteinte aux droits économiques et sociaux, le gouvernement libéral de M. Charest n'a pas daigné revenir sur cette pratique discriminatoire.

J'ai personnellement été interpellée sur cet enjeu par des citoyens vivant sous le seuil de la pauvreté. Et peu importe que la personne rencontre les critères d'admission pour recevoir le crédit impôt pour solidarité, Revenu Québec le lui refuse si l'option du dépôt direct n'est pas au rendez-vous. Pourtant, de nombreuses personnes sont analphabètes au Québec, et bien plus encore de personnes éprouvent de grandes difficultés à lire, n'ayant pas les habiletés pour remplir les formulaires d'adhésion au dépôt direct. Cela ne fait que précariser des groupes déjà fortement vulnérables économiquement.

Ainsi, j'ai voulu savoir combien de personnes sont affectées chaque année par cette obligation et en conséquence combien de fonds ne sont pas versés aux personnes qui devraient pourtant y avoir droit. Mon équipe a déposé une demande d'accès à l'information auprès de Revenu Québec pour savoir quelle est l'ampleur de cette discrimination.

J'ai été stupéfaite d'apprendre que 55 561 ménages avaient droit au crédit de solidarité dans la dernière année, mais ne l'ont pas reçu. C'est plus de 20 M\$ de fonds retenus auxquels les gens vivant sous le seuil de la pauvreté ont droit, mais qui reste dans les coffres de l'État. Fait encore tout aussi préoccupant, Revenu Québec prévoit que le problème ne fera que s'aggraver en faisant plus que doubler en 2024 avec des prévisions de 106 091 ménages qui seront privés de cette aide pour la prochaine période d'impôt, et ce pour un montant de plus de 47 M\$ de crédit de solidarité non versé.

Dans un contexte de crise du coût de la vie et alors que le nouveau plan de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'une réforme de l'aide sociale sont attendus au printemps, est-ce que les personnes vivant des précarités économiques peuvent compter sur la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour faire preuve de cohérence en se concertant avec son collègue ministre des Finances pour mettre fin à l'obligation d'inscription au dépôt direct? Est-ce que la ministre peut prendre l'engagement de verser ces sommes rétroactivement aux personnes qui y ont droit?

93) M. Morin (Acadie) – **7 février 2024**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Depuis maintenant de nombreuses années, l'Association des microbiologistes du Québec demande un meilleur encadrement de leur profession via la création d'un ordre professionnel.

La présidente du Conseil du trésor conviendra que les microbiologistes jouent un rôle de santé publique important, autant dans la sphère publique que dans la sphère privée.

Malheureusement, le manque d'encadrement permet à des personnes non qualifiées de se prétendre du titre de microbiologiste, posant ainsi un risque pour la santé et la sécurité de la population québécoise.

Un sondage datant du mois d'octobre 2023 démontrait que la population québécoise partageait les préoccupations de l'association quant aux risques liés à l'absence d'encadrement pour la sécurité et la santé de la population du Québec. En effet, c'est 96 % des répondants qui affirmaient être en accord avec la création d'un ordre professionnel pour les microbiologistes.

La présidente du Conseil du Trésor peut-elle nous indiquer l'avancement du processus de traitement de la demande de l'Association des microbiologistes du Québec visant la création de leur ordre professionnel?

94) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **7 février 2023**

Au ministre du Travail

Nous apprenions récemment dans un article du Journal de Montréal que plusieurs employés de la Commission de la construction du Québec (CCQ) ont été remerciés dans les dernières années à la suite de fautes professionnelles.

Parmi les exemples donnés dans l'article pour justifier ces remerciements, il est notamment question de conflit d'intérêts, de vol de temps, de fausse déclaration, de comportement irrespectueux et même de langage inapproprié.

Considérant le rôle prépondérant que joue la CCQ dans le milieu de la construction au Québec, nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une situation préoccupante qui se doit d'être corrigée.

Le ministre peut-il indiquer les mesures particulières qu'il compte mettre en place auprès de la CCQ pour s'assurer que les plus hauts standards en matière d'éthique et d'intégrité y soient respectés?

95) M. Morin (Acadie) – **8 février 2024**

Au ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Un groupe de manifestants innus occupe un campement érigé au kilomètre 59 du chemin Domtar, au nord de Dolbeau-Mistassini.

Ils revendiquent des droits de regard sur l'exploitation des ressources naturelles sur leur territoire familial.

Une injonction a été donnée pour ordonner la levée du blocus sur le chemin. Cependant, la situation n'est pas réglée.

Quel est le plan du gouvernement afin d'entrer dans un dialogue constructif avec la communauté innue pour tenir compte de ses besoins?

96) Mme Caron (La Pinière) – **8 février 2024**

À la ministre responsable des Aînés et ministre déléguée à la Santé

Le 14 novembre 2023, les membres du Comité des résidents de la Colline interpellèrent Madame Julie Labbé, PDG du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean, concernant les soins de fin de vie au Centre d'hébergement de la Colline.

En temps normal, une chambre de fin de vie semi-privée est disponible pour permettre aux résidents, et à leur famille, de vivre pleinement et dignement cette dernière étape de vie. Or, il appert que depuis le début de la pandémie de la COVID, cette chambre est régulièrement utilisée pour des patients en attente d'une place en établissement de soins de longue durée sur ordre, semble-t-il, de la direction du CIUSSS.

La résultante est qu'il n'y a plus de lieu et pas d'autres alternatives pour les résidents en fin de vie et leur famille du Centre d'hébergement de la Colline.

Est-ce que la ministre peut intervenir auprès du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean afin de s'assurer que les résidents en fin de vie du Centre d'hébergement de la Colline soient priorisés?

La ministre envisage-t-elle d'autres alternatives pour les patients en attente d'une place en Centre d'hébergement?

97) Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey) – **13 février 2024**

À la ministre du Tourisme

J'ai appris dans les dernières semaines la fin de la Classique internationale de canots de la Mauricie après 90 ans d'existence à cause de problèmes financiers. L'augmentation des coûts de déplacement et les risques liés aux intempéries ont contribué à ces enjeux, tout comme les années de pandémie.

Cet événement attirait plusieurs milliers de personnes le long de la rivière Saint-Maurice et apportait des retombées économiques pour les restaurants et commerçants de la région.

Est-ce que la ministre du Tourisme a un plan afin de sauver cet événement historique pour le tourisme en Mauricie?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

- b) 5 décembre 2023
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans – *député de Maurice-Richard*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor*